

500 May 30

7 121

AUX ELECTEURS DE GLENGARRY.

MESSIEURS,

Quand vous m'avez invité il y a près de deux ans, à devenir candidat pour vous représenter à l'Assemblée Législative, je le fis en déférence à votre opinion, quoique me sentant à désavantage à cause du long intervalle qui s'était écoulé depuis mon séjour au milieu de vous, et de l'interruption qui avait eu lieu dans nos relations personnelles ensemble. Les représentations que vous me fîtes alors furent justifiées par le fort vote enregistré en ma faveur; et aujourd'hui que vous voulez bien renouveler l'invitation après y avoir mûrement réfléchi, je me crois justifié et par votre choix et par ce que j'apprends de l'opinion croissante du comté, d'entrer dans l'arène avec bon espoir de succès. Les deux années qui m'ont fait faire meilleure connaissance avec vous, n'ont pas diminué mon désir de vous servir, et j'espère qu'elles ne m'ont pas été défavorables dans votre estime. Deux années de souffrances communes avec vous ont fortement confirmé mon opinion qu'un changement est nécessaire dans votre représentation.

Je propose de vous démontrer que l'opinion n'a pas crû ici et par le pays sans qu'il y ait eu quelque chose pour l'alimenter. Mais avant de discuter le principal point sur lequel on vous demande clairement de décider entre le gouvernement actuellement aux pouvoirs et ceux qui comme moi attaquent sa politique financière, je désire vous signaler l'anéantissement complet des autres et alors importantes prétentions sur lesquelles les amis du Gouvernement actuel ont basé leur droit et demande, comme ils l'ont si souvent et d'une manière si euphonique déclaré, de "précipiter du pouvoir" le Gouvernement qui les a précédés; leur plus sage méthode pour le chemin de fer du Pacifique et la détermination d'exercer une plus grande économie dans les dépenses ordinaires.

Après avoir épuisé le plan d'extension par voie d'eau, et ayant démontré l'impossibilité d'avancer les travaux publics par l'agence d'employés et supporteurs d'un Gouvernement même pur, la politique d'aider la construction du Chemin de Fer du Pacifique "en utilisant les terres de la Puissance," suivant en cela la mode de prédécesseurs, a été finalement et entièrement reprise. En attendant, une forte dépense annuelle a été encourue par l'intermédiaire d'agents qui, lorsqu'on les a sommés de rendre compte de leurs méthodes, défient le Parlement. Qu'avons-nous comme résultat? A peu près 200 milles sous contrat, qui, lorsque terminés, n'auront aucune connection permanente; le bout de route d'embranchement qui peut nous donner accès au Manitoba à travers les Etats-Unis, et qu'on propose de louer à des conditions qui ne supporteraient pas l'examen du Parlement et le premier ministre, (et lui un ministre réformateur) menaçant ce qu'il peut ou ne peut faire en défi du Parlement; puis nous avons l'Hôtel Neebing et le Fort Frances Lock; puis enfin une somme de \$3,000,000 dépensés pour des rails qui ne facilitent ni le trafic ni les voyageurs, mais qui ne font qu'accumuler de l'intérêt, de la rouille et des frais d'emmagasinement.

Dans les dépenses ordinaires, nous n'avons point de réduction; aucune prétention de réduction à présent; mais pendant qu'il y a une réduction de \$50,000,000 dans le commerce et d'à peu près \$3,000,000 dans les revenus

collectés, le Gouvernement considère qu'il est suffisant de dire que l'augmentation de \$1,400,000 en 1876 sur 1873 dans le coût de collection, a été pourvue par la législation du Gouvernement précédent; la véritable raison étant que chaque voie par laquelle on procède aux collections est remplie de situations et emplois créés en récompense du mérite déployé à supporter une administration pure. Quant aux "ton" plus élevé et la "déférence aux désirs bien compris du peuple dont on a "soufflé tant de promesses à l'oreille" de la part du parti de Réforme lorsqu'il était dans l'opposition, combien il a déçu nos espérances peut être prouvé par le compte-rendu de la dernière session, dans laquelle le Gouvernement a déployé tous les vices d'attaques personnelles et de discours vitupératifs, et a développé chaque forme d'obstruction arbitraire aux demandes justes et raisonnables. Mais le principal et plus clair point sur lequel on fait appel à votre décision est cette question: Est-il dans le pouvoir du Parlement de venir en aide par législation aux intérêts industriels du pays? Je maintiens qu'il possède ce pouvoir et j'ose dire que les représentants d'aucun peuple au monde excepté ceux du nôtre ont pu nier ce fait: et pour décider cela il n'est pas nécessaire d'aller chercher les preuves au Manitoba ni dans les Départements à Ottawa; la preuve se trouve dans ce que vous avez vous mêmes remarqué et dans votre trop amère expérience.

Pendant quelque temps après l'arrivée au pouvoir du présent Gouvernement, il existait au large une croyance que la logique des événements l'amènerait à changer ses tendances vers le libre échange; et cela à un tel point que les représentants furent élus (notamment dans la Cité de Montréal) sur la représentation distincte, que le Gouvernement serait préparé à reconsidérer cette théorie. Cette opinion a complètement disparu aujourd'hui; cette illusion s'est évanouie lors de l'arrivée au pouvoir du Ministre de l'intérieur. "La mouche sur la roue," est la simple métaphore par laquelle le nouveau dominateur illustre votre attitude dans son opinion dûment exprimée. Et à présent, en face d'un déficit pour les deux années passées, de \$3,361,000, le Ministre des Finances après une description éloquente du "terrain sans limites ouvert" à l'entreprise de notre population agricole et dont il y a de nombreux signes "encourageants, et dont elle est de bon cœur préparée à se prévaloir," laisse le déficit à être comblé par les fruits de ces signes encourageants, ou par le temps, ou par la chance, ou n'importe qui voudra, parce que "le point d'issue" qui est sur le point d'être présenté au pays, s'il venait à être décidé contre "nous, causerait un changement tellement grand et radical dans le système fiscal entier, et notre mode de collecter les revenus, que je désire que l'on "entende la voix du peuple sur cette question." (Voyez le discours sur le Budget, Février 1878.)

Le Ministre est venu aussi à reconnaître que quoiqu'aucune politique fiscale à nous propre puisse nous aider:

"Il est impossible pour nous, une petite nation d'environ 4,000,000 d'âmes, presque sur toute notre frontière en contact direct avec la nation Américaine que nous ne soyons sérieusement affectés par la politique fiscale qu'elle a résolu de suivre."

Plus loin il tire des conclusions assez originales:

"Je veux dire que non seulement je ne vois pas dans leur politique une raison de les imiter, mais eux-mêmes commencent, je le crois, à admettre qu'ils ont commis une grave et sérieuse erreur, et qu'il y a une forte disposition de revenir sur l'erreur qu'ils ont commise et qu'ils sont convaincus en autant que le Canada est concerné, que leur politique n'a fait que nous pousser à chercher d'autres marchés, et leur a enlevé le profits d'entremetteurs dont ils auraient autrement joui."

Vous avez sans doute eu autant de peine que moi à trouver des preuves que les Américains ont "commencé à revenir sur l'erreur qu'ils ont commise," admettant qu'il y ait eu erreur, ou qu'ils aient commencé en aucune façon de faire pour nous ce que le premier instinct de la préservation devrait nous enseigner à faire pour nous mêmes, et vous trouverez difficile à imaginer quelle fraction de notre commerce ou de nos profits leur a échappé.

Quand j'ai eu le plaisir de rencontrer un nombre de vous au mois de Février de l'année passé, j'ai attiré votre attention sur l'augmentation croissante de nos importations des Etats-Unis, et sur la diminution de nos exportations dans ce pays; cela a continué et pendant que nos importations de la Grande-Bretagne et nos exportations dans ce pays se balancent presque, les chiffres suivants donnent le retour officiel :

	1876.	1877.
Marchandises entrées pour consommation venant des Etats-Unis.....	\$46,070,033	\$51,312,669
Exportations aux Etats-Unis.....	31,933,459	25,775,245

Une augmentation pour l'année de nos importations de \$5,242,636, et une diminution pour l'année de nos exportations de \$5,158,214, faisant une augmentation pour l'année dans la balance d'affaires faites contre nous de \$11,400,000, laquelle balance contre nous se montre en chiffres ronds à une somme d'au-delà de \$25,000,000. Vous serez sans doute étonnés de l'importance de ces chiffres quoique vous en ayez sans doute senti l'effet écrasant en détail, sous les nombreuses formes qui résultent de la rareté de l'argent qui a été employé à payer l'énorme balance de vingt-cinq millions de dollars. Vous autres fermiers, vous l'avez ressenti dans le bas prix de tout ce que vous avez à vendre car vous n'avez pas de consommateurs chez vous; dans le manque d'emploi pour vos fils et vos attelages, dans la manufacture des bois, qui, dans les années précédentes leur a procuré des gages; d'un autre côté, l'avoine, étant cette année exportée de la Vallée de l'Outaouais, naturellement à un prix ruineusement bas, et vos jeunes gens, l'espoir et le soutien du pays, vont à la recherche de nouveaux champs dans le Manitoba, on s'expatrient pour grossir la richesse des Etats-Unis. Ceux de vous qui sont dans le commerce (ou qui l'ont été), l'ont ressenti dans l'amointrissement de vos affaires par la compétition sans réciprocité, jusqu'à ce que le nombre des banqueroutes est devenu le double de celui dans les Etats-Unis relativement au nombre des commerçants. Le Ministre a eu le courage de féliciter la Chambre sur le fait "qu'enfin il y a un revirement jusqu'à un certain point." Je crains fort que vous ne vous en soyez pas aperçu et que vous ne vous en aperceviez point jusqu'à ce qu'il y ait un changement de la politique publique qui vous aide à vous protéger vous mêmes.

Parmi vous, les vieux colons de Glengarry peuvent se souvenir du temps quand les forêts autour de vos demeures produisaient des arbres à abattre, qui vous donnaient la récompense de votre labeur, et les terres vierges défrichées par vous, protégées par les forêts avoisinantes et les neiges de l'hiver, fournissaient de superbes récoltes de blé. Il y avait alors une demande à l'étranger pour votre bois, et votre blé était nécessaire pour nourrir les nouveaux immigrants qui arrivaient continuellement; ou, s'il y avait un surplus, la facilité avec laquelle vous produisiez, vous permettait d'aller chercher un marché à l'étranger. Le capital ne faisait qu'entrer à flots dans le pays, et des travaux publics était entrepris pour pourvoir à votre commerce croissant. Mais ce temps-là est passé. Vos forêts sont loin et votre bois cherche un marché sans le trouver. Vos terres épuisées ne produisent plus de blé, et cependant vous dépendez sur des étrangers pour des manufactures pour payer, lesquelles vous

ne produisez plus assez. Il est vrai que vous essayez l'expédient temporaire d'exporter du fromage et du bétail, et c'est heureux que vous puissiez ainsi pour un temps passer à travers l'épreuve, mais vous savez bien que l'herbe et le bétail ne viendront éternellement pas plus que les pins et le blé ; ils sont gouvernés par des lois plus sûres que celles de la Puissance. Alors vous aurez à faire ce qu'ont fait les populations de la vieille Angleterre (et certes plus-tôt vous le ferez et plus vous sauverez), c'est-à-dire apprenez à fabriquer vous-même, ce dont vous avez besoin, et ainsi vous aurez un marché, non seulement pour votre minot de blé, mais aussi pour votre sac de pommes de terre, (qu'on me dit être offertes maintenant à douze sous le minot, parce que vous ne trouvez pas de consommateurs chez vous), et vos volailles, et vos fruits et vos légumes et chaque produit de votre champ, de votre jardin et de votre basse-cour, et non-seulement cela, mais la valeur de vos produits aussi bien que celle des marchandises que vous achetez, resteront pour l'amélioration de votre propre pays. C'est la politique qu'ont adoptée les populations de la Nouvelle Angleterre (ce qui leur donne une telle prise sur notre folie d'aujourd'hui) après qu'ils eurent passé par les phases d'un pays nouveau et qu'ils eurent épuisé comme je l'espère nous avons presque fait, la doctrine trompeuse du libre échange, doctrine bâtie sur des cris venus d'outre-mer, une doctrine adoptée en Angleterre seulement lorsqu'on a assumé que son habilité et sa facilité à manufacturer étaient certaines de lui conserver comme tributaires les autres nations. Mais les lois de la nature et l'instinct de préservation de soi-même ont été trop forts pour la sagesse même des manufacturiers Britanniques, et aujourd'hui "il y a enfin à ce qu'il paraît un revirement," et nous lisons dans un pamphlet circulé en Angleterre par un homme public distingué (Lord Bateman) ces paroles de sinistre présage :

" Nous avons à lutter à termes inégaux avec d'autres pays qui nous dépouillent de nos profits, ne payant rien à notre trésor et qui en même temps vendent plus bas que nous. Admettant que la théorie de commerce libre et sans restrictions avec toutes les parties de l'Univers soit aussi hardie que magnifique, admettant que cette idée par quiconque émise soit et grande et glorieuse dans sa conception, admettant que de lui donner effet ait été la politique longtemps acceptée de gouvernements successifs, on ne peut nier que le manque de réciprocité n'ait dès les premiers temps maté nos efforts philanthropiques et nous a forcés à confesser après un essai de trente années qu'en pratique notre libre échange ne l'est que de notre côté ; et que pendant que nous ouvrons nos ports au commerce et aux manufactures du monde, libres et sans restrictions, d'autres pays, sans nous offrir des avantages réciproques, prennent avantage sans scrupule de notre libéralité magnanime, mais désastreuse parce que cette libéralité n'est que de notre côté..... Nous avons essayé du libre échange et nous avons trouvé que cela n'avait pas réussi..... Nous avons fait de notre mieux pour convaincre les autres pays de ce qu'il y avait de raisonnable dans notre politique et pour tout retour ils rient de notre aveuglement et font la sourde oreille à nos remontrances."

Quelles paroles fourniraient une description plus nette de notre malheureuse position vis-à-vis des Etats-Unis et si les concitoyens de Cobden et Villiers, de Peel et de Bright commencent à revenir sur leurs idées, combien en arrière sont nos philosophes de village qui ont revêtu les vieux habits de ces économistes sans prendre en considération nos circonstances tout-à-fait différentes.

Votre propre expérience vous enseigne journallement la fausseté des déclarations des hommes du présent Gouvernement "qu'aucune industrie ne

" peut être protégée qu'aux dépens de quelque autre" et que les expédients de protection par législation ne sont que "prendre l'argent hors d'une poche pour le mettre dans l'autre." En ce qui concerne la première proposition elle serait vraie n'était-elle appliquée qu'à une seule industrie ; mais le fait est que vos industries se protègent en se supportant l'une l'autre. Quant à la seconde proposition, ce n'est pas un amusement très-dangereux si on le compare à celui de prendre l'argent hors des deux poches et de ne recevoir en remplacement que des marchandises périssables comme dans le cas des vingt-cinq millions de dollars dont j'ai parlé. Puis il y a l'argument spécial adressé aux fermiers que la "politique nationale" signifie que l'on paiera plus cher pour les marchandises qu'on achète. Un simple exemple suffira comme réponse à ceci : l'industrie du raffinement du sucre qui a été fermée sous le Gouvernement actuel, dépend beaucoup moins d'un haut tarif que d'un bas tarif sur la matière brute. Le résultat de l'état de choses actuel a été non-seulement de priver le Canada des profits de manufacturer et d'écouler la plus grande partie des sucres entrés pour la consommation l'année passée, d'une valeur de \$5,255,165, mais j'apprends de meilleure source (d'un des plus riches marchands de sucre du Canada) qu'au moins un centin par livre a été ajouté (payé en profits à des contre-metteurs étrangers) sur chaque livre de sucre de votre consommation depuis la clôture de la raffinerie Canadienne, une somme de \$500,000 pour l'année passée seulement et ce qui monte à beaucoup plus que la différence en argent demandée comme protection par les raffineurs Canadiens avant de fermer leurs usines. Et vous, vous avez du reste consommé des sucres dans lesquels toute espèce d'adulteration a été découverte jusqu'à ce point qu'il est en ce moment autant l'intérêt du marchand que du consommateur de voir l'industrie du raffinement du sucre rétablie.

Il y a un autre trait en connexion avec ceci ; vous pouvez facilement comprendre que l'importation des sucres de toute espèce de la valeur de \$2,038,851 en 1873, en comparaison avec \$515,972 l'année passée, venant d'autres pays que la Grande-Bretagne et les Etats-Unis (c'est-à-dire pays produisant le sucre) a facilité l'échange de commerce avec ces pays jusqu'à cette étendue ou jusqu'à une étendue proportionnellement plus grande, car c'est d'après la quantité et non la valeur qu'on doit mesurer cette facilité et la perte d'importation a eu lieu dans les sucres dont le prix était le plus bas et dont le volume était plus grand. La politique nationale que je recommande de concert avec la loyale opposition de Sa Majesté, est renfermée dans la simple proposition "Nos propres marchés pour nos propres gens," et formera la base d'une feuille de balance qui nous permettra de marcher seuls et laissez-moi vous prier de vous souvenir qu'il n'y a aucune proposition d'augmenter les taxes (ainsi que le prétendent les démagogues du libre échange), mais seulement un ajustement d'un montant bien défini (environ 23 millions de dollars) pour rencontrer ces besoins publics qui aideront à assurer de l'emploi à nos populations et ainsi augmenter leur nombre et leur richesse.

Il y a un item de dépense dans l'agrandissement du canal qui mérite notice. Cet item s'est monté à quelques millions sous le Gouvernement et peut-être quelques-uns de vous ont éprouvé un secours temporaire par cette dépense ; mais cela n'est pas venu du procédé de "prendre l'argent d'une poche pour le mettre dans l'autre," mais par le procédé d'augmenter votre dette pendant que les moyens de la payer sont perdus ou rejetés. La politique de l'agrandissement du canal a été adoptée par le dernier Gouvernement quand il avait un surplus annuel et un commerce croissant rapidement ; elle a été continuée en face d'un déficit et d'un commerce qu'on a chassé ; c'est ici, à coup sûr, que le Gouvernement aurait dû montrer sa politique d'économie, si toutefois il en avait.

Je trouve que dans ce comté comme probablement dans d'autres, quelques sujets d'intérêt local et personnel ont été élevés à un point de haute importance en ce qui concerne votre représentation. L'un est le Chemin de Fer du Coteau et Ottawa. Vous savez que cette question a été caractérisée par un des Juges de Sa Majesté comme ayant été employée "déloyalement," comme "ruse d'élection." Je regrette d'observer que le chemin de fer est toujours tenu suspendu devant vous comme un prix pour ceux qui resteront fidèles au parti politique du Président et des Directeurs. Personne possédant un intérêt dans le Comté, ne peut être indifférent sur la question de la construction de cette voie ; mais je veux vous demander quel est l'homme parmi les Corporateurs, qui y a risqué un dollar de son argent ? Où est la liste des actionnaires qui aurait dû, en toute justice, paraître lorsqu'une extension de temps a été obtenue dans la dernière session du Parlement, accompagnée d'un état des sommes versées à compte du capital ? Vous savez ceci, car il y a eu nécessité de le prouver d'après leur propres aveux, qu'au moins deux des Directeurs ont détourné de l'argent de l'entreprise, et (sous le nom de gages) l'ont passé par leurs poches. Vous ne pouvez savoir combien d'argent encore a passé par de semblables voies. Vous savez cependant que vous payez et que vous avez payé pendant quelques années des taxes pour couvrir l'intérêt sur votre contribution à la Compagnie organisée pour construire le chemin ; et vous ne connaissez pas d'autre emploi de votre argent que comme "rusé d'élection." Encore un mot à ce sujet. Je ne cède à personne dans l'intérêt que nous avons en commun dans ce chemin, et je ferai ce que je pourrai avec qui que ce soit ou avec n'importe quel parti pour aider à l'obtenir ; et je crois que sa construction deviendra une nécessité, quand quelque partie du chemin de fer allant vers le Pacifique sera construite, et je prétends que tout le témoignage devant nous à présent, nous donne le meilleur espoir que telle connection sera formée sous une autre administration que la présente.

Mes amis, et plus étrangement encore, mes adversaires, se sont plaints de ce que je ne vous ai pas visités individuellement et de porte en porte. Mes amis, il y a un mot à dire à ce sujet, peut-être même deux, et peut-être y a-t-il deux côtés à envisager. Je voudrais beaucoup, plus même que mes adversaires le prétendent ou l'imaginent, connaître chaque électeur dans le Comté, et je suis sûr que vous reconnaîtrez que lorsqu'il y a eu occasion naturelle et ordinaire de vous rencontrer, je n'ai fait défaut aux devoirs d'ami et de voisin. Mais vous savez cependant que la plus grande partie de ma vie a été occupée par des affaires, et a été passée dans des endroits qui m'ont tenu loin de vous ; mais je vous demande franchement de me dire si vous croyez que je suis revenu établir ma demeure au milieu de vous dans le but (comme il a été dit d'une façon absurde) de vous cajoler pour m'envoyer au Parlement ! Je suis sûr que personne qui me connaît ne m'accusera d'un pareil motif. De plus : Je trouve que cela a été la coutume dans le Comté pour vos représentants de vous visiter de porte en porte en matière d'affaires, et cela à un tel point que la discussion de questions publiques devant une assemblée publique, a fini jusqu'à une époque toute récente, par être considérée comme un moyen secondaire. La position de vos représentants, et leurs rapports avec vous en matière d'affaires ou professionnellement, ont, comme de raison, établi entre vous et eux une grande intimité personnelle. Mais se trouve-t-il un homme dans le Comté qui puisse dire que cela a été ainsi pour votre avantage et satisfaction, ou si cela n'a plutôt été pour leurs propres intérêts ? Ou faut-il que l'on prétende que chacun de vous a des intérêts particuliers qui doivent être connus et sauvegardés, à part de vos compatriotes par tout le pays. Si un homme quelconque parle ou prétend ainsi, (car de telles absurdités ne sont pas ordinairement avancées catégoriquement) il n'est pas plus sage que celui

7

qui vous dit que "les intérêts manufacturiers n'aident pas les intérêts agricoles," et que "si toutes les villes de la Puissance étaient rayées de la carte, le pays resterait toujours, et pourrait créer et bâtir de nouvelles villes," (ouvrage superflu, ce me semble); ou c'est un coquin qui abuse de votre bonne nature.

Je vous prie de penser à ces choses, quand les candidats et leurs émissaires parcourent des milles de pays pour vous demander des nouvelles de vos récoltes, de vos femmes, de vos enfants et de tous vos parents collatéraux; et de vous souvenir qu'il y a des intérêts d'une importance vitale communs à toute la Puissance, et d'une importance haute et étendue, dépendant de la sagesse du Parlement.

On m'a demandé pourquoi je ne me présente pas à vous en "Indépendant," un terme dont on s'est longtemps servi avec avantage dans le pays; avec avantage pour le candidat, je désire vous faire remarquer. Vous avez connu ce qu'on appelle indépendance de principes, espèce de condition par laquelle le candidat est prêt à avaler n'importe quel appât, ou à céder à n'importe quelle influence qui lui vienne de la part de n'importe quel parti. Je ne suis pas un Indépendant dans ce sens. Mais je prétends être possesseur de cette plus haute indépendance de n'être d'un côté nullement responsable des fautes ou imperfections—réelles ou suggérées—d'aucun Gouvernement du passé; et d'un autre côté de ne pas entrer dans la vie publique pour chercher par nécessité ou par choix, les faveurs ou les honneurs du Gouvernement à venir. Telle est l'indépendance que je désire voir dans le Comté qui m'a vu naître et telle est la sorte de représentation dont le pays au large a grandement besoin; et sur cette base je demande la considération de tout électeur qui désire le progrès et qui est indépendant dans le seul vrai et bon sens.

Je chercherai (soit que je parvième au Parlement ou non) parmi les membres de l'opposition, des hommes de caractère et capables pour former le Gouvernement qu'il nous faut, car dans le parti actuel je ne vois ni espoir ni promesse d'un tel Gouvernement; et j'ai bon espoir qu'en se conformant aux sages leçons de l'expérience, ils auront devant les yeux le Gouvernement actuel et formeront leur cabinet sur les bases du mérite, en choisissant les meilleurs hommes qu'ils viennent de n'importe où.

Je suivrai avec intérêt ce qui se passera dans l'intervalle s'écoulant avant les élections et j'aurai probablement l'occasion de discuter de nouveaux développements.

J'ai l'honneur d'être,

Votre dévoué serviteur,

JOHN McLENNAN.

Près du Lac,

Lancaster, 10 Mai 1878.